

Communiqué de presse

Le 21 septembre 2018

Pour la défense du site de l'hôpital La Grave et contre la spéculation immobilière

Suite au communiqué Kaufman & Broad qui officialise, photos à l'appui, le lancement de la pré-commercialisation d'appartements de standing avec de grandes terrasses qui surplombent la Garonne et le centre de Toulouse », nous, **le collectif de défense du site de La Grave** nous réagissons et nous **disons NON** à ce programme immobilier destiné prioritairement à des « hôtels et résidences de luxe » dans le quartier populaire de St Cyprien, qui aura de graves conséquences tant dans l'équilibre urbain, que sur ses habitants et usagers.

A l'heure où des milliers de personnes se retrouvent privées de logements ou sont mal logées, il nous paraît indécent, voire provoquant, que ce site qui offre des soins aux toulousain-e-s depuis le 13^{ème} siècle, quartier d'accueil historique des plus vulnérables, soit soumis à la spéculation immobilière.

NON, nous ne voulons pas de lieux qui rejettent les populations les plus fragiles à la périphérie des « beaux quartiers » et nous défendons une certaine idée du vivre ensemble sur la totalité de la ville dont St Cyprien dans sa globalité (et non pas le seul hyper centre rénové par le programme Juan Bousquet) fait partie.

Voilà déjà plus de deux ans que l'annonce du déménagement hors du site de La Grave des services de Santé Publique vers Purpan avait indigné profondément les agents hospitaliers, les médecins, les syndicats du CHU, les associations de malades ainsi que les associations de quartier dont le comité de quartier St Cyprien. Tous ce sont organisés pour former collectif, pour exiger le maintien en centre-ville de tous les services de soins encore en activité sur le site, d'une médecine de proximité d'accès facile et d'activités de prévention générale pour toutes et tous, en particulier pour les jeunes, les plus âgé-es, les femmes...

Suite à une forte mobilisation de l'ensemble de ces associations, la Mairie de Toulouse et la direction du CHU sont revenues en partie sur leurs projets et ont officialisé que l'ensemble des services (hormis la pédopsychiatrie) actuellement présents sur le site, réintègrent en mai 2019 les services actuellement à l'ICR dans les bâtiments historiques du carré de la maternité.

Ce plan est prévu jusqu'en 2022 nous ont assurés les représentants légaux du CHU, mais qu'advient il ensuite, si en particulier le programme immobilier destiné à une riche clientèle partage le site ?

A ce stade de la réflexion, nous préférons poursuivre les actions pour l'ensemble du site La Grave incluant la Cité de la Santé (ex centre Claudius Regaud) qui a déménagé à l'Oncopole ; ainsi qu'une réflexion pour construire un grand projet social et de santé publique, dirigé vers une prise en charge des plus démunis.

Les pouvoirs publics doivent se mobiliser avec nous pour que les parties patrimoniales, en particulier le dôme de la Grave, réhabilité dans le programme ambitieux « Parc Garonne » et le classement de Toulouse par l'UNESCO , soit le symbole d'une ville inclusive.

Le collectif de défense du site de La Grave prendra toute sa place dans cette construction et fort d'un grand nombre de membres motivés est en mesure de faire des propositions.

En juin 2018, une lettre ouverte explicitant cette démarche a été envoyée aux représentants des pouvoirs publics. Aujourd'hui tous ont répondu vous en trouverez copie ci-joint.

Collectif « Hôpital La Grave ».

Premiers signataires :

St Cyprien Quartier Libre, Act Up Sud Ouest, CGT CHU de Toulouse, Sud Santé sociaux 31, DAL 31, comité de défense de l'Hôpital Public, ATTAC, Grisélidis, Groupement Pour la défense du travail Social,...

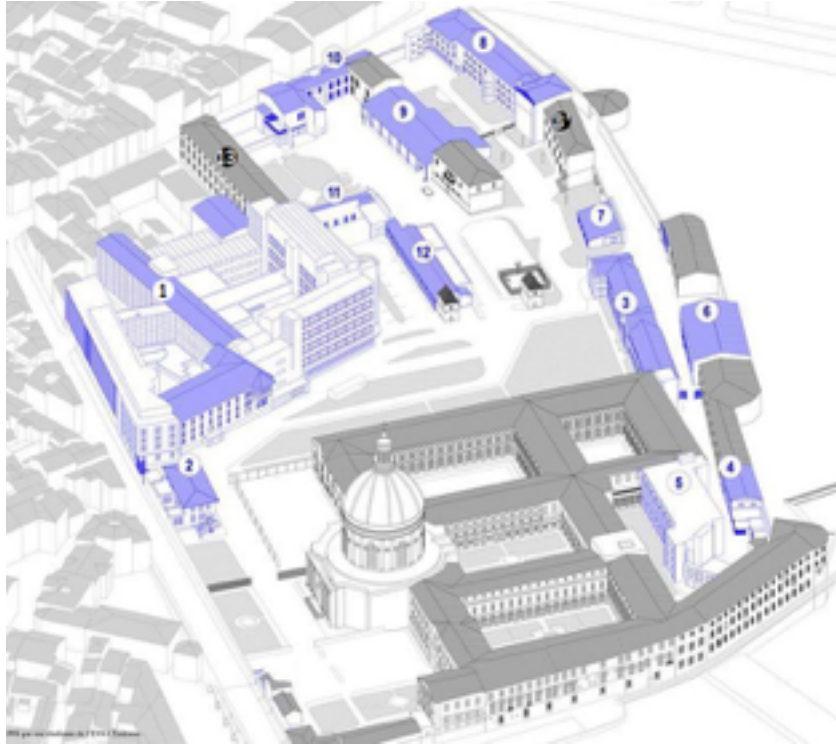
Suivre sur FB : <https://www.facebook.com/HopitalLaGraveEnLutte/>

pétition en ligne : <http://urlz.fr/79eJ> et retrouvez-nous sur facebook :HopitalLaGraveEnLutte

Ci joint :

Document explicatif du collectif de Défense de l'hôpital La Grave : historique des luttes
Du National au local, la lettre ouverte envoyée aux représentants des pouvoirs publics

Quel avenir pour le site « Hôpital La Grave » : 1197 et ?



(en bleu les bâtiments non classés soumis à démolition car non classés)

Contrairement à ce que beaucoup croient, l'Hôpital La Grave n'est pas vide de soins. Plusieurs services du CHU de Toulouse y sont localisés pour des raisons de proximités avec le centre ville, et d'activité en lien avec l'hypercentre. On trouve ainsi :

- **La Cité de la Santé**
- **Le Centre de santé sexuel** (CeGidd, file active VIH, etc)
- **La Permanence d'Accès aux Soins de Santé**
- **La PASS-Psy**
- **La Halte santé**
- **Le Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie Maurice DIDE**
- Tout une partie des **hospitalisations de jour de pédo-psychiatrie** : Le SUPEA, Hôpital de Jours des petits, le LAPS (Lieu d'Accueil de Partenariat et de Soins), ou encore L'.A.T.T.P. Petite Enfance
- Le CMP adulte: **centre médico-psychologique adulte**
- **L'hôpital de jour d'évaluation des fragilités et de prévention de la dépendance**
- **L'Accueil Social Santé Hygiène** : géré par La Croix Rouge.
- Enfin depuis peu, se trouve sur le site le **Centre Solidaire Abbé Pierre**.

Fin mars 2018 le personnel médico-social des services dédiés à la prise en charge des personnes vulnérables et de la prévention des IST ont été informé qu'ils ne réintégreraient pas les locaux du site historique de l'Hôpital La Grave car les travaux de l'aménagement de l'ancienne maternité auraient un coût plus important que prévus.

L'annonce de ces déménagements hors de l'Hôpital La Grave vers Purpan a indigné profondément les agents, les médecins, les syndicats du CHU, les associations de malades ainsi que les associations de quartier. Aujourd'hui, la direction du CHU revient **en partie** sur ses projets et réintègrera en mai 2019 une partie des services actuellement à l'ICR dans les bâtiments historiques du carré de la maternité mais sans réfection des façades, des toits et de la digue faute de moyens suffisants.

De plus restent des questions sur la disparition du projet « **Cité de la Santé** », porté depuis des années par les agent-es, les syndicats et les associations, et avec lui la disparition du projet de « **centre de santé sexuelle** » car seul le **CeGGID** est annoncé pour intégrer le carré de la maternité. La prise en charge sur L'hôpital La Grave des patient-es VIH reste en questionnement. Le **centre Dide** (lutte contre les dépendances) et le **CMP** n'auront peut être pas d'avenir sur La Grave et seraient transférés ailleurs en centre ville.

Quant aux **hôpitaux de jour de pédopsychiatrie**, ils disparaîtraient intégralement du site pour rejoindre Purpan alors qu'ils avaient été pensés dans le quartier Saint-Cyprien pour permettre un accès direct aux loisirs, à la culture, aux commerces de proximité, aux transports en commun...qui sont autant d'outils favorisant l'insertion sociale des patient·e·s, et font partie intégrante du soin. Ce projet de déménagement, est une atteinte aux droits et aux besoins des patient·e·s.

Pour toutes ces raisons, le collectif « Hôpital La Grave » s'est constitué pour **défendre le statut d'Hôpital de Santé Publique** du site au regard des besoins de santé de la population toulousaine et en particulier des plus démunis.

La présence du Service Public de Santé sur La Grave est essentielle en termes de Santé Publique. La présence de tout un tissu médico-social dans le quartier garantit un accueil d'usager-es et patient-es avec des vulnérabilités qui ne peuvent se déplacer en périphérie ou qui ont besoin d'un accès proche à l'hypercentre pour leur projet de soin. C'est la garantie de l'universalité, de l'inconditionnalité de l'accès au soin qui est une obligation du CHU de Toulouse.

Nous nous battons pour que la mairie de Toulouse et la direction du CHU et les pouvoirs publics en général entendent la nécessité du maintien et de l'amélioration des services situés dans ce site qui offre des soins aux toulousain-es depuis le 13ème siècle. Les pouvoirs publics doivent se mobiliser pour que les parties patrimoniales des travaux soient prises en charge hors des financements dédiés aux soins pour garantir la salubrité des bâtiments et donc la pérennité des soins sur le site.

Nous exigeons le maintien en centre-ville d'une médecine de proximité, d'accès facile et d'activités de prévention générale pour toutes et tous, en particulier pour les jeunes, les plus âgé-es, les femmes. Nous défendons, au travers du refus de ce projet de délocalisation, le maintien d'un maillage institutionnel et associatif de proximité.

Nous, citoyen·nes, personnels, patient·es, usager-es, associations, syndicats exigeons :

- **le maintien d'une santé de qualité et de proximité en centre ville, sur le site de l'Hôpital La Grave.**
- **le maintien de tous les bâtiments sur le site de l'Hôpital La Grave qu'ils soient classés ou non avec une réflexion globale tant sur le fond que sur la forme**
- **une augmentation des moyens en rapport avec les besoins des populations concernées**
- **une concertation publique incluant les habitants, les usagers, les associations, les pouvoirs publics.**